

STATUT D'OPÉRATEUR AGRÉÉ EN DOUANES

Certains laboratoires pharmaceutiques exclus

Le statut d'opérateur économique agréé en douane qui concernera en premier lieu les producteurs de biens et services ne sera élargi en seconde phase qu'à certains distributeurs et revendeurs en l'état. Ainsi, certains laboratoires pharmaceutiques seront exclus de ce dispositif.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Conçu et objet d'une longue maturation de l'administration douanière, le statut d'opérateur économique agréé en douane (OEA) sera opérationnel d'ici le mois de juin.

Appuyé par un arsenal législatif et réglementaire notamment le décret exécutif n°12-93 du 1^{er} mars 2012 et une circulaire d'application en voie de signature par le directeur général des Douanes (DGD, le statut d'OEA concernera en premier lieu les producteurs de biens et services, les transformateurs et autres grandes entreprises nationales (publiques et privées).

Liés par un cahier des charges et remplissant les conditions de notoriété, de solvabilité et de bonne santé financière, pour les trois dernières années, et sur la base d'un audit limité à six mois, ces opérateurs pourront bénéficier, pour leurs opérations de commerce extérieur (importation et exportation), de procédures douanières simplifiées.

Comme expliqué hier lors d'une journée d'information, tenue au siège de la DGD, notamment par le directeur de la législation, de la réglementation et des échanges commerciaux, Kaddour Bentahar, ces simplifications portent sur la facilitation d'accès aux procédures douanières, la réduction du nombre de contrôles physiques et documentaires, un traitement prioritaire des marchandises en cas de contrôle,

l'orientation des marchandises, selon le cas, vers le circuit de dédouanement sans contrôle immédiat ou vers celui du contrôle documentaire, le dédouanement à distance et la visite.

Objet d'une campagne nationale de vulgarisation, ce statut s'inscrit dans le cadre de la démarche de modernisation de l'administration douanière, consolidation de la compétitivité de l'économie nationale, amélioration de la relation douane-entreprise et mise en œuvre du triptyque : confiance, sûreté et sécurité.

A charge cependant que tous les intervenants de la chaîne du commerce extérieur s'impliquent de manière proactive et même si cette

procédure requiert encore des rectifications techniques, comme souligné par un expert de l'Organisation mondiale des douanes, Georges Cantone. Voire, ce statut sera élargi par la suite aux revendeurs en l'état, tels les concessionnaires automobiles et les opérateurs pharmaceutiques. Dès la signature d'un arrêté interministériel (Finances et Commerce) fixant les modalités pratiques, l'on précise à la DGD que ce statut concernera en seconde phase et après audit les distributeurs qui remplissent les conditions de notoriété et de solvabilité.

Toutefois, ce statut ne concernera pas tous les distributeurs d'autant que certains opérateurs notamment pharmaceutiques font actuellement l'objet de procédures judiciaires, et donc ne répondent pas totalement aux conditions d'éligibilité (absence d'antécédents relevés durant les trois dernières années, à l'encontre

de ses représentants légaux, ses cadres dirigeants ou ses associés, avec les administrations douanière, fiscale, du commerce, du travail et de la Sécurité sociale..).

En rappelant également que l'opérateur éligible ne doit pas être ou faisant l'objet d'une procédure de déclaration de faillite, de liquidation, cessation d'activité, de règlement judiciaire ou de concordat. Ainsi, les laboratoires pharmaceutiques impliqués dans des affaires de fraudes douanières ou faisant l'objet de poursuites judiciaires seront exclus de ce dispositif selon le DGD, Mohamed Abdou Bouderbala, soucieux de délivrer ce statut à des entreprises sur lesquelles ne pèse aucun doute. Et d'autant que la DGD a engagé douze contentieux contre des laboratoires de droit algérien impliqués dans des affaires de surfacturations des intrants médicamenteux.

C. B.

ACCESSION DE L'ALGÉRIE À L'OMC

Vers une réunion formelle en juillet

Une réunion formelle du groupe de travail de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en charge du dossier Algérie, est attendue en juillet prochain à Genève. Selon l'agence de presse, l'Algérie a sollicité la tenue de cette réunion, soit le 11^e round de négociations multilatérales, en vue de présenter l'évolution du cadre législatif et réglementaire depuis 2008 et examiner les réponses algériennes aux questions des pays membres de l'Organisation, outre les questions relatives au système commercial algérien.

Et dans la mesure où ce rapport avait été accueilli favorablement lors d'une réunion informelle tenue fin mars à Genève. Néanmoins, un round de discussions bilatérales avec des pays membres de l'OMC est prévu en juin afin de faire avancer les négociations.

En notant que des négociations ont déjà abouti à des accords avec la Suisse et le sont potentiellement avec l'Argentine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie et l'Indonésie. Avec l'Union européenne, les négociations progressent «bien» en vue de conclure un accord plus large, nonobstant la divergence entre la position de la mission diplomatique de l'UE lors des négociations en mars à Bruxelles et le représentant de l'UE à Genève.

Concernant les Etats-Unis, l'on évoque la poursuite des négociations au cours des prochaines semaines pour trouver un terrain d'entente.

C. B.

LES PROVISEURS ET CENSEURS MÉCONTENTES DU NOUVEAU STATUT PARTICULIER DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION

La rentrée scolaire de septembre compromise

Alors que la famille de l'éducation et le pays tout entier vivront, dès la semaine prochaine, au rythme des divers examens de fin d'année scolaire, ne voilà-t-il pas que la toute prochaine rentrée scolaire s'annonce d'ores et déjà compromise et sérieusement, avec le boycott, depuis le 16 mai dernier, par les proviseurs et censeurs, du principal de leurs missions administratives.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Les deux corps constituant les deux des principaux maillons de la large famille de l'éducation sont, en effet, en colère et ils le font savoir de la plus bruyante des manières. La loi n°08/315 du 16 avril dernier portant projet de statut particulier du personnel de l'éducation est derrière ce courroux en ce sens qu'il consacre, selon plus d'un d'entre eux, rencontrés hier, à l'occasion du sit-in qu'ils ont tenu devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale, à Alger, «une injustice caractérisée». Une manifestation publique qui vient en appoint à celles déjà tenues trois fois de suite devant les directions de wilaya de l'éducation.

Par injustice, Noui Benberghout, le responsable de la Coordination nationale des proviseurs et censeurs, affiliée à l'UNPEF, fait référence au fait que le poste de proviseur soit classé au même niveau que celui du professeur-formateur, soit à la catégorie 16, ceci au moment où, et c'est encore plus aberrant, le censeur est classé à deux échelons plus bas, soit à la catégorie 14. Et dire, soutiendra notre interlocuteur, qu'«aussi bien le proviseur que

le censeur ne peuvent accéder à ces postes, une promotion pour eux, qu'après avoir accumulé une vingtaine d'années d'expérience comme enseignants avec en sus pour le premier poste, un concours et un stage d'une année et un mémoire de fin de stage». «Et cela sans s'apesantir sur les responsabilités aussi bien éducatives qu'administratives que ces deux postes suggèrent», poursuivra notre interlocuteur pour qui «c'est le renversement des valeurs puisque devenir censeur ou proviseur relevait jusque-là d'un souhait que nourrissait chaque professeur en ce sens qu'il constituait une promotion qui se mue malheureusement en punition avec ce projet de loi».

Détail que la délégation de Tizi-Ouzou à ce sit-in d'une heure ayant rassemblé près d'un demi-millier de proviseurs et de censeurs venus de plusieurs wilayas du pays n'a pas manqué d'illustrer la conséquence inévitable dans un tout proche avenir. «Au train où vont les choses, les postes de proviseur et de censeur deviendront vacants et ne trouveront pas preneurs. Vivement le retour aux postes de professeur», pouvait-on lire, en effet, sur une banderole que les manifestants de la wilaya de Tizi-Ouzou ont brandie. «Et il est à craindre que cette profession de foi se concrétise si jamais ce projet de loi venait à être publié dans le Journal officiel et donc prêt à être appliqué», avertit Benberghout.

Celui-ci brandira une autre menace : celle de la prochaine rentrée scolaire qui risque, si jamais rien n'est fait d'ici là, pour mettre de l'ordre dans la hiérarchie de la famille éducative qui voudrait que, dira-t-il, «le proviseur soit le mieux classé, suivi du censeur puis des enseignants et des

autres corps, d'être sérieusement hypothéquée». Comment ? Les deux corps font, en effet, et depuis le 16 mai dernier, l'impasse sur bien de missions administratives que leurs statuts leur confèrent.

A l'image des conseils des classes, d'orientations et d'évaluation aussi bien des enseignants que des autres travailleurs, ceci en plus de la rupture de tout contact d'avec les directions de l'éducation de wilaya. «A l'exception de certaines missions comme les certificats de scolarité et de travail, précisera notre interlocuteur qui tiendra à souligner qu'il n'y a aucun motif de souci concernant le bac dont les épreuves démarrent dimanche prochain puisque, dira-t-il, l'examen bénéficiera de l'implication comme de coutume des deux corps.» Ce qui ne manquera pas d'influer inévitablement et considérablement sur la préparation de la rentrée scolaire de septembre prochain, si, bien entendu, les choses ne changeront pas d'ici là. Et pas qu'au niveau du cycle secondaire uniquement puisque, par effet d'entraînement, les autres paliers (le moyen et le primaire) seront affectés par cette grogne.

Et pour ne pas en arriver là, la Coordination nationale des proviseurs et censeurs a interpellé le premier magistrat du pays à travers une lettre remise hier à un responsable du ministère de l'Éducation nationale qu'il a reçue à l'occasion du sit-in d'hier. Une manifestation lors de laquelle, les nombreux présents n'ont pas manqué de tirer à boulets rouges sur leur ministre de tutelle qu'ils ont invité, sous le sceau de la dérision, à partir, après 20 ans de «loyaux services» rendus au secteur.

M. K.

CONFLIT
ARCELORMITTAL
Déplacement
du procureur
général de la
cour de Annaba
au tribunal
d'El Hadjar

Le procureur général près la cour de justice de Annaba s'est personnellement déplacé hier dimanche au tribunal d'El Hadjar pour présider une réunion avec le procureur de la République et d'autres magistrats à l'effet de statuer définitivement sur l'occupation du complexe ArcelorMittal dont les activités ont été sérieusement perturbées la semaine écoulée à la suite d'une entrée en force de personnes menées par Aïssa Menadi, ex-SG du syndicat ArcelorMittal, apprend-on de source proche de cette affaire.

Le déplacement du PG de la cour de Annaba intervient suite à la réunion du conseil de sécurité restreint présidé en fin de semaine par le wali de Annaba, Mohamed Ghazi. Selon Smail Kouadria, secrétaire général du syndicat d'entreprise d'ArcelorMittal et député fraîchement élu à l'APN, qui a regagné Annaba ce dimanche matin, une quarantaine de personnes, soutiens de Aïssa Menadi, ex-SG du même syndicat et également ex-député, cette prise en main de l'affaire par la justice, constitue un début à un retour à la normale au sein du complexe sidérurgique.

La même source affirme cependant qu'une quarantaine de personnes soutenant Menadi ont été invitées, dans la matinée de dimanche par ce dernier, à se présenter devant le portail principal d'entrée pour y accéder. «Il leur a promis un recrutement dans la perspective de son retour à la tête du syndicat ArcelorMittal El Hadjar. Mais devant la présence de gendarmes qui font des rondes dans ces lieux, ils n'ont pu pénétrer à l'intérieur du complexe», a indiqué Kouadria qui révèle que le téléphone du secrétaire général de l'union de wilaya UGTA est aux abonnés absents.

Aux dires de ce dernier, le SG de l'union de wilaya procéderait de la sorte «pour éviter de recevoir des communications de Menadi qui ne s'arrête pas de le demander afin de l'installer à la tête du syndicat».

Dans le même ordre d'idées, deux experts financiers se sont déplacés hier matin au siège du complexe, à l'effet de vérifier l'ensemble des pièces justificatives ayant trait aux dépenses engagées sur une éventuelle instruction de Menadi qui, de 2002 à 2006, présidait, via ses proches collaborateurs, le comité de participation. Ils n'ont pu le faire, et pour cause, la direction générale était fermée et le personnel expatrié comme les cadres nationaux ont été évacués depuis jeudi.

Pour rappel, une plainte signée par 4 500 travailleurs a été déposée par le syndicat d'entreprise mené par Smail Kouadria, contre les précédents membres du comité de participation. Sept d'entre eux avaient fait l'objet de condamnation en première instance. Ils ont écopé de peine de prison ferme et d'amendes pour détournement et dilapidation des fonds des œuvres sociales.

Un nouveau procès en appel est attendu après l'appel interjeté par le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar. Un expert financier serait désigné pour éplucher toutes les pièces en relation avec ce dossier.

A. Bouacha